

**Assemblée générale**

Distr. générale  
29 février 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante et unième session,  
29 août-2 septembre 2011**

**N° 39/2011 (République arabe syrienne)**

**Communication adressée au Gouvernement le 3 février 2011**

**Concernant: Tuhama Mahmoud Ma'ruf**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. Tuhama Mahmoud Ma'ruf, née en 1964, est mariée et mère de deux enfants. Dentiste, elle travaille et réside habituellement à Alep. M<sup>me</sup> Ma'ruf est mariée à M. Bakr Sidqi, écrivain et ancien prisonnier politique.

4. Il est signalé que, le 6 février 2010, M<sup>me</sup> Ma'ruf a été arrêtée par les forces de sécurité de la police criminelle de la municipalité d'Alep en raison de son association présumée avec le Parti communiste du travail de la République arabe syrienne.

5. En 1992, M<sup>me</sup> Ma'ruf avait été arrêtée au motif de son appartenance au Parti communiste du travail syrien, parti interdit depuis le début des années 1980. M<sup>me</sup> Ma'ruf était alors étudiante en médecine et âgée de 26 ans. Elle a été emprisonnée pendant un an, mais libérée en mars 1993, dans l'attente de son procès. Le 5 janvier 1995, M<sup>me</sup> Ma'ruf a été condamnée par la Cour suprême de sûreté de l'État à six ans d'emprisonnement assorti de travaux forcés pour «appartenance à une organisation secrète ayant pour objectif de modifier la situation économique et sociale de l'État» (art. 306 du Code pénal syrien). Cependant, cette peine n'a pas été appliquée et M<sup>me</sup> Ma'ruf est restée libre.

6. Le 9 février 2010, l'avocat de M<sup>me</sup> Ma'ruf a demandé sa libération, et lorsque la question de la peine non purgée a été soulevée, l'avocat a expliqué que celle-ci avait expiré en vertu des dispositions relatives à la prescription de l'article 162 du Code pénal syrien. Le Procureur général de la Cour suprême de sûreté a rejeté la demande de libération de M<sup>me</sup> Ma'ruf formulée par son avocat.

7. M<sup>me</sup> Ma'ruf a ensuite été emmenée dans un département des services de sécurité politique à Damas en vue de purger la peine qui lui avait été imposée en 1995. Elle a été transférée à la prison d'Adra, où elle a été détenue dans le secteur de la sécurité politique dans une section spéciale pour les femmes.

8. La source affirme que l'arrestation et la détention de M<sup>me</sup> Ma'ruf sont des conséquences directes de son appartenance à un parti politique, le Parti communiste du travail syrien.

#### *Réponse du Gouvernement*

9. Le Groupe de travail a transmis une communication au Gouvernement le 3 février 2011 et lui a adressé un rappel le 10 juin 2011. Il a déclaré qu'il souhaiterait que le Gouvernement lui fournisse, dans sa réponse, des informations détaillées sur la situation actuelle de M<sup>me</sup> Ma'ruf et des précisions sur les dispositions juridiques justifiant son maintien en détention.

10. Une réponse a été reçue du Gouvernement le 14 juillet 2011. Le Groupe de travail apprécie la coopération du Gouvernement. Celui-ci l'a informé que M<sup>me</sup> Ma'ruf avait été libérée en vertu de l'amnistie générale du 30 mai 2011. Conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail considère que la présente affaire

est d'une gravité de nature à justifier l'adoption d'un avis. Selon ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre un avis en se fondant sur les communications qui ont été faites.

### Délibération

11. Dans la présente affaire, la première question est de savoir si la privation de liberté était la conséquence de l'exercice des droits et libertés énoncés à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

12. Le Groupe de travail a examiné la relation existant entre la détention de M<sup>me</sup> Ma'ruf et l'exercice par cette dernière du droit fondamental à la liberté d'expression. La source affirme que la détention était une conséquence directe de l'appartenance de M<sup>me</sup> Ma'ruf au Parti communiste du travail syrien et n'a pas d'autres motifs. Le Groupe de travail n'a reçu aucune information du Gouvernement qui permettrait de réfuter les allégations de violation des garanties relatives au droit à la liberté d'opinion et d'expression. Étant donné que le Gouvernement n'a pas contesté les présomptions mises en avant dans l'affaire, le Groupe de travail ne peut que conclure que la détention de M<sup>me</sup> Ma'ruf a constitué une restriction au droit fondamental à la liberté d'opinion et d'expression, et qu'aucun motif ne justifiait une telle restriction. Cette détention arbitraire relève donc de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

13. M<sup>me</sup> Ma'ruf a été détenue afin de purger une peine pénale pour des infractions politiques alors que cette peine avait déjà expiré. L'article 162 du Code pénal syrien prévoit que, dans les affaires pénales, le délai de prescription est égal au double du nombre d'années de peine prononcées, ce délai ne pouvant être supérieur à vingt ans ni inférieur à dix ans. Dans les autres cas, le délai de prescription est de dix ans. Dans la présente affaire, M<sup>me</sup> Ma'ruf a initialement été condamnée à six ans d'emprisonnement en 1995 et, par conséquent, le délai de prescription pour cette affaire est de douze ans. Néanmoins, elle a été arrêtée en février 2010, soit quinze ans après sa condamnation initiale et trois ans après l'expiration du délai de prescription de douze ans. Il y a donc violation des garanties d'une procédure régulière. Le Groupe de travail rappelle que la Cour suprême de sûreté de l'État, juridiction militaire d'exception dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel, ne respecte pas les garanties d'une procédure régulière.

14. Dans sa jurisprudence, le Groupe de travail a toujours estimé que le recours aux tribunaux militaires dans ce type d'affaire constituait une violation des obligations internationales en matière de droits de l'homme (voir, par exemple, l'avis n° 27/2008). Dans ses observations finales concernant la République arabe syrienne, le Comité des droits de l'homme a indiqué qu'il demeurait «préoccupé par les nombreuses allégations selon lesquelles les procédures des tribunaux militaires ne respectent pas les garanties énoncées à l'article 14 du Pacte» (CCPR/CO/71/SYR, par. 17). Dans ses observations finales concernant le rapport initial de la Syrie, le Comité contre la torture s'est dit «profondément préoccupé par les allégations nombreuses, cohérentes et graves selon lesquelles cette juridiction ne fonctionne pas selon les normes internationales régissant les tribunaux» (CAT/C/SYR/CO/1, par. 11). Le Comité a ajouté que la Cour suprême de sûreté de l'État était «habilitée à prononcer des condamnations et imposer des sanctions pénales pour des crimes qui sont très vaguement définis...» (ibid.). Enfin, dans son Observation générale n° 32 (2007) relative au droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, le Comité des droits de l'homme a réaffirmé que les garanties prévues à l'article 14 s'appliquaient aux juridictions de droit commun et aux juridictions d'exception, de caractère civil ou militaire (CCPR/C/GC/32, par. 22).

15. La détention de M<sup>me</sup> Ma'ruf constitue une violation des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette détention relève donc également de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

16. Étant donné que M<sup>me</sup> Ma'ruf a été libérée et n'est donc plus soumise à la détention qui constituait une violation des obligations internationales de l'État partie en matière de droits de l'homme, la principale réparation est de rendre effectif son droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui est l'expression de principes généraux. Les motifs qui pourraient être présentés pour justifier la détention de M<sup>me</sup> Ma'ruf ne peuvent pas être invoqués pour réfuter une demande d'indemnisation.

17. Le Groupe de travail souligne en outre que le présent avis n'est qu'un des nombreux avis qu'il a rendus concluant que la République arabe syrienne ne s'acquitte pas de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme (voir, par exemple, les avis n° 1/2011, n° 26/2011, n° 37/2011 et n° 38/2011). Le Groupe de travail rappelle à la République arabe syrienne qu'elle est tenue de respecter l'obligation internationale dans le domaine des droits de l'homme qui lui impose de ne pas placer des individus en détention arbitraire, de remettre en liberté les personnes détenues arbitrairement et de leur offrir une indemnisation. L'obligation de respecter les droits de l'homme internationalement reconnus incombe non seulement au Gouvernement mais également à tous les agents de l'État, notamment les juges, les membres des forces de police et de sécurité et les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire investis de responsabilités. Nul ne peut contribuer à la perpétration de violations des droits de l'homme. Le Groupe de travail souligne également la responsabilité qui peut découler de la détention arbitraire lorsqu'elle constitue un crime contre l'humanité en vertu du droit international coutumier.

#### **Avis et recommandations**

18. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M<sup>me</sup> Ma'ruf est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10, 11 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9, 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

19. Le Groupe de travail note que M<sup>me</sup> Ma'ruf a été libérée et que les autres mesures à prendre pour remédier à sa situation sont notamment de lui assurer une réparation adéquate.

*[Adopté le 1<sup>er</sup> septembre 2011]*